



746 rue Jean PERRIN  
Z.I Dorignies – B.P n° 300  
59500 DOUAI

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

*Prestations de service pour la réalisation de  
travaux et documents topographiques,  
parcellaires et fonciers*

*- Accords-cadres à bons de commande (2 lots) -*

Appel d'Offres Ouvert

En application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.











**Date et heure limites de réception des plis :**

**Vendredi 18 juillet 2025 et 12h00**

(fuseau horaire GMT + 1) impérativement

**Réf. Dossier : DA-25BG009**

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à bons de commande de Services (mono-attributaire)</p> <p><u>Objet</u> : Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>DOUAISIS AGGLO 746 rue Jean Perrin Z.I Douai Dorignies - BP 300 59351 - DOUAI CEDEX</p>
	<p>Accord-cadre passé selon l'Appel d'Offres Ouvert, en application des articles R. 2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services</p>
	<p>Les prestations sont décomposées en 2 lots, faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct. Possibilité de répondre pour un seul ou les deux lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="https://marchespublics596280.fr">https://marchespublics596280.fr</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune variante n'est autorisée.</p>
	<p>Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 71351810-4 : Services topographiques</p>

## **ARTICLE PREMIER – POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **DOUAISIS AGGLO**

*(Etablissement Public Administratif)*

746 rue Jean PERRIN - Z.I Dorignies – B.P n° 300

59351 DOUAI Cedex

Adresse internet du profil d'acheteur (URL) : <https://marchespublics596280.fr>

#### Point de contact :

Service de la commande publique

N° téléphone : (+ 33) 3.27.99.21.47

N° télécopie : (+33) 3.27.99.52.10

Courriel : marchespublics@douaisis-agglo.com

## **ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ**

### **2.1- Description**

#### 2.1.1 – Intitulé de l'accord-cadre :

**Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers.**

#### 2.1.2 – Type d'accord-cadre

☐ Travaux                      ☒ Services                      ☐ Fournitures

#### 2.1.3 - Lieu d'exécution des prestations de services :

Territoire de DOUAISIS AGGLO

Code NUTS : FRE11 (Département du Nord)

#### 2.1.4 - Nomenclature communautaire CPV (Travaux/Fournitures/Services) :

Objet principal :

**71351810-4**

Services topographiques

#### 2.1.5 - Marchés fractionnés :

- **Accord-cadre (articles R2162-1 et suivants du code de la Commande publique) : OUI**

☒ avec un opérateur (mono-attributaire),                      ☐ avec plusieurs opérateurs,

Et dont les caractéristiques et la durée sont indiquées ci-dessous (art. 2.2.1 et 2.3)

- **Marché à tranches (article R2113-4 et suivants du code de la Commande Publique) : NON**

#### 2.1.6 - Allotissement et forme des groupements :

Les prestations de services sont décomposées en 2 lots, faisant chacun l'objet d'un accord-cadre à bons de commande distinct, et définis comme suit :

Lot	Intitulé
1	Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers <b>en lien avec les activités foncières de l'Agglomération</b>
2	Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, <b>sans incidence foncière</b>

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, ou les deux lots.  
L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

#### 2.1.7 - Forme des groupements :

Chaque accord-cadre pourra être attribué à un opérateur économique seul **ou** à un groupement d'opérateurs économiques. Ainsi, il est interdit aux candidats de présenter pour chacun des accords-cadres plusieurs offres agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement.

#### **Disposition concernant uniquement le lot n°1 :**

△ Les dispositions de l'article 50 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels stipule que **la co-traitance n'est admise** pour les travaux mentionnés au 1° de l'article 1er de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 modifiée instituant l'Ordre des géomètres experts (et donc les travaux de délimitation foncière) **qu'entre membres de l'ordre.**

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

#### 2.1.8 - Variantes :

Aucune variante n'est autorisée.

#### 2.1.9 – Prestations Supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

#### 2.1.10 - Sous-traitance

#### **Disposition concernant uniquement le lot n°1 : Interdiction de sous-traitance**

△ Les dispositions de l'article 50 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels prévoient que **le géomètre expert ne peut prendre, ni donner en sous-traitance les travaux de délimitation foncière.**

*Dans le cadre du seul lot n°2 :*

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

#### 2.1.11 - Maintenance ou suivi :

Au titre des prestations prévues dans le cadre de chacun des accords-cadres, au-delà des de la réalisation des « travaux » et documents de topographie, des prestations de **conseil, d'expertise et d'accompagnement** sont attendues du titulaire (ex : Le prestataire pourra conseiller DOUAISIS AGGLO pour utiliser la meilleure méthode de relever *ou* en cas de litige, le titulaire devra apporter une assistance à DOUAISIS AGGLO dans ses démarches juridiques).

### 2.2 - Quantités à fournir

#### 2.2.1 - Quantité(s) globale(s) :

Le total des commandes pour la durée initiale de chaque accord-cadre à bons de commande, soit un (1) an, est passé dans le cadre d'un montant minimal et d'un montant maximal annuels définis de la manière suivante :

- Lot 1 : Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers en lien avec les activités foncières de l'Agglomération

**- Montant minimal annuel : 2 000 € HT/an**

**- Montant maximal annuel : 90 000 € HT/an**

- ⇒ Soit un total maximum de commandes sur les 4 années maximales de l'accord-cadre à bons de commande (en cas de reconductions effectives) de 360 000 € HT.

- Lot 2 : Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, sans incidence foncière

**- Montant minimal annuel : 1 000 € HT/an**

**- Montant maximal annuel : 40 000 € HT/an**

- ⇒ Soit un total maximum de commandes sur les 4 années maximales de l'accord-cadre à bons de commande (en cas de reconductions effectives) de 160 000 € HT.

Pour chacun des accords-cadres à bons commande, les montants minimum et maximum annuels correspondants demeurent identiques pour chaque éventuelle période de reconduction.

Les prestations sont rémunérées, pour l'essentiel des commandes, par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU) aux quantités effectivement commandées dans le cadre d'une prestation récurrente à bons de commande.

*Si des demandes spécifiques et ponctuelles ne sont pas référencées dans le BPU, et seulement pour des prestations à caractère exceptionnel et entrant dans le cadre de l'objet de l'accord-cadre, il pourra être demandé au titulaire de chiffrer ces prestations à réaliser par la remise d'un devis. En cas d'acceptation du devis spécifique par DOUAISIS AGGLO, un bon de commande sera alors passé sur cette base.*

### 2.2.2 - Information sur les options (au sens du droit communautaire)

Marchés de prestations similaires : Conformément à l'article R2122-7 du code de la Commande Publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer de nouveaux marchés/accords-cadres qui seront exécutés par le titulaire initial et qui auront pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées par les présents accords-cadres à bons de commande. Ces nouveaux marchés/accords-cadres pourront être conclus dans un délai de trois ans à compter de la date de notification des présents accords-cadres.

### 2.3 - Durée des accords-cadres et délais d'exécution

#### Durée de chaque accord-cadre :

Chacun des accords-cadres est conclu pour une ***durée initiale d'1 (un) an à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025.***

Au-delà de cette période, chaque accord-cadre est ***renouvelable***, par périodes équivalentes, au maximum trois fois, ***par décision expresse*** prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins trois mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre intéressé.

Ainsi, la durée totale de chacun des accords-cadres à bons de commande ne pourra excéder quatre ans.

#### Délais d'exécution :

- Pour toutes les prestations prévues à l'accord-cadre, le délai d'exécution applicable sera fixé directement au cas par cas par DOUAISIS AGGLO dans le cadre du bon de commande correspondant, et dans le respect des délais d'exécution renseignés par le prestataire dans le cadre de son mémoire (*hors cas d'urgence prévu à l'article 7 du CCTP-Lot 1 et l'article 6 du CCTP-Lot 2, où les délais peuvent être ramenés à 4 heures*).  
*! Les délais indiqués par le candidat dans son mémoire (cf. art. 6.1.2 repris ci-dessous) seront appréciés dans le cadre de l'analyse du critère « Délai » visé à l'article 9.2 ci-après.*
- Pour des interventions ponctuelles et exceptionnelles (*non référencées ni chiffrées au BPU, mais bien liées à l'objet de l'accord-cadre*), le délai d'exécution applicable sera proposé par le titulaire dans le cadre d'un devis spécifique réclamé à ce titre, et repris au bon de commande correspondant qui suivra.

Chaque délai s'entend délai d'intervention (temps de déplacement compris) et délais de remise du/des document(s) correspondant(s) inclus.

## ARTICLE 3 – CONDITIONS LIEES AUX MARCHES

### 3.1 - Les prestations sont réservées à une profession particulière

**Oui – Uniquement pour le lot 1** « Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers en lien avec les activités foncières de l'Agglomération »

Le candidat doit être ***inscrit à l'ordre des géomètres-experts***, en application de la loi modifiée n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts et Décret modifié n°96-478 du 31 mai 1996 réglementant la profession de Géomètres-experts (cf. aptitude professionnelle – art. 6.1.1 du présent RC).

### **3.2 – Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché**

Les candidats sont tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres des personnels chargés de l'exécution de l'accord-cadre (cf. art. 6.1.2 du présent RC).

## **ARTICLE 4 – PROCEDURE**

### **4. 1 - Type de procédure**

Appel d'offres ouvert, articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

### **4.2. Renseignements d'ordre administratif**

#### **4.2.1 - Retrait du dossier de consultation des entreprises :**

Vous pouvez consulter et télécharger les documents en ligne sur le site du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr> sous la référence DA-25BG009

Pour cela, une personne physique chargée du téléchargement par l'opérateur économique peut s'inscrire en ligne et renseigner son nom ainsi qu'une adresse électronique. Ces informations ne sont pas obligatoires pour télécharger le dossier mais permettent au candidat, si elles sont renseignées, de pouvoir être destinataire des modifications et des précisions diffusées lors de la phase de mise en concurrence et intervenues après les date et heure du dernier téléchargement.

Il appartient au candidat de vérifier qu'il dispose bien de l'intégralité des documents de la consultation, dans leur version éventuellement modifiée, pour établir sa réponse.

#### **4.2.2 - Date et heure limites de réception des plis :**

- **Au plus tard le 18 juillet 2025, 12h00 (fuseau horaire GMT + 1) impérativement**

#### **4.2.3 - Envoi des invitations à présenter une offre aux candidats sélectionnés (le cas échéant) : sans objet**

#### **4.2.4 - Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation :**

Les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre seront rédigés en FRANÇAIS. Les documents non rédigés en langue française devront être accompagnés d'une traduction en français.

Les offres seront exprimées en EURO.

**4.2.5. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :**  
150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### **4.2.6. Échanges dématérialisés**

Tous les échanges entre l'opérateur économique et l'acheteur pendant la procédure de passation du présent accord-cadre seront dématérialisés et se feront par l'intermédiaire du profil d'acheteur <https://marchespublics596280.fr>

Cela concerne :

- la mise à disposition des documents de la consultation (dont les additifs aux DCE en cours de consultation)
- la réception des candidatures et des offres, pour toutes les phases
- les questions/réponses des pouvoirs adjudicateurs et des opérateurs économiques ; demandes d'informations/de précisions, de compléments, de régularisation du pouvoir adjudicateur ; les échanges relatifs à la négociation.
- les notification des décisions (d'attribution et de rejet/ ou le cas échéant d'abandon de la procédure / de notification de l'accord-cadre)

**Les opérateurs économiques sont invités à choisir et renseigner, lors de leur réponse électronique, une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure**

## **ARTICLE 5 - CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION**

### **5.1 - Le dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- Le règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE), propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun aux 2 lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes, propre à chaque lot
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), propre à chaque lot
- Déclaration sur l'honneur
- DC 1
- DC 2
- DC 4
- Tutoriel signature électronique

### **5.2 - Modification de détail au dossier de consultation :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les modifications seront envoyées aux candidats, par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique, au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des plis.

Ce délai sera décompté à partir de la date d'envoi de ces modifications par le pouvoir adjudicateur aux candidats.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si une modification substantielle devait intervenir, une prolongation du délai de remise des offres serait faite par un avis d'appel public à la concurrence rectificatif. Les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION CANDIDATURES ET OFFRES**

### **6.1 - Documents à produire**

#### **6.1.1 – Au titre de la candidature, le candidat remettra les pièces suivantes :**

Chaque candidat, ou, en cas de groupement et/ou de sous-traitance, chaque cotraitant et sous-traitant aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :



### Situation propre des opérateurs économiques

- La lettre de candidature en cas de groupement (ou DC1)
- Une **attestation sur l'honneur** datée et signée du candidat déclarant :
  - qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique ;
  - être en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

### Aptitude professionnelle – références requise :

**Uniquement pour le lot 1** «Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers en lien avec les activités foncières de l'Agglomération»

- **Inscription au registre de l'ordre des géomètres-experts** (Références réglementaires applicables : *Loi modifiée n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts et Décret modifié n°96-478 du 31 mai 1996 réglementant la profession de Géomètres experts*).

### Capacité économique et financière du candidat

- Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global du candidat et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

### Capacité technique et professionnelle du candidat

- Une déclaration indiquant les **effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Une description de l'outillage, du **matériel** et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés publics/accords-cadres de même nature.
- Une liste des **principaux services** fournis au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

➤ Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, en précisant la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Le candidat devra alors produire **les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques** que ceux qui lui sont exigés dans le présent règlement de la consultation. En outre, **pour justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat devra apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.**

Les informations demandées au titre de la candidature pourront être remises sur document libre ou, si le candidat le souhaite, il pourra fournir les déclarations du candidat (imprimés DC1 et DC2).

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

N.B. : Si, à l'examen de la candidature, le pouvoir adjudicateur constate que des pièces listées à cet article, et à fournir par le candidat, sont absentes ou incomplètes, il pourra demander la production de ces pièces en application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique.

**6.1.2 – Au titre de l'offre, le candidat remettra, pour chacun des lots au(x)quel(s) il soumissionne, les pièces suivantes :**

N°	Description
1	<p><b>L'acte d'engagement (AE)</b> correspondant Le document doit être dûment rempli et daté par la personne habilitée à engager la société (accompagné du relevé d'identité bancaire à l'appui des coordonnées bancaires renseignées)</p> <p><b><i>Sa signature n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre.</i></b> Seul le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.</p>
2	<p><b>Les déclarations de sous-traitances nécessaires (DC4)</b>, le cas échéant Que les sous-traitants soient désignés ou non à l'accord-cadre, le candidat devra indiquer le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.</p>
3	<p><b>Le Bordereau des Prix Unitaire (BPU)</b> correspondant, cadre ci-joint à compléter quant à l'ensemble des prix y figurant.</p>
4	<p>Un <b>mémoire à établir par le candidat, propre à chaque lot</b>, et comportant a minima l'ensemble des éléments et précisions à fournir au titre du critère « Valeur Technique » mais aussi du critère « Délais » visés à l'article 9.2 du présent RC, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Descriptif de l'équipe affectée à l'accord-cadre (Quantité et profil du personnel affecté à chaque type de mission / compétence et expérience...)</li> <li>➤ Descriptif du matériel affecté à l'accord-cadre (matériel à disposition, leur précision, les fréquences de contrôle du matériel)</li> <li>➤ Méthodologie détaillée envisagée pour réaliser la mission et les moyens mis en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La méthodologie de prise en charge de la commande</li> <li>- Les étapes préliminaires à tout lever</li> <li>- Le mode opératoire de réalisation d'un canevas</li> <li>- Le mode opératoire des levés topographiques</li> <li>- Le mode opératoire des implantations</li> <li>- <b>Uniquement pour le lot 1</b> : Le mode opératoire pour les prestations foncières (plans de propriété, bornage, plans et états parcellaires...)</li> <li>- Le mode opératoire pour le lever de bâtiment</li> <li>- La précision envisagée des mesures pour les différentes missions</li> <li>- Des modèles de livrables</li> </ul> </li> </ul>

- Précision(s) sur la façon pour le candidat d'envisager son rôle de conseil et d'expertise auprès du pouvoir adjudicateur
- Les délais d'exécution (comprenant le déplacement et la remise des documents après intervention), envisagés par le candidat pour l'ensemble des travaux topographiques décrits au CCTP intéressé, dont impérativement les délais suivants :
 

**Pour le lot 1**, délai de remise d'un/d'une :

  - relevé topographique d'un hectomètre dans un parc d'activités (*en jours ouvrés*)
  - relevé topographique d'un hectomètre en ville (*en jours ouvrés*)
  - implantation (*en jours ouvrés*)
  - bornage d'un lot (*en jours ouvrés*)
  - bornage contradictoire (*en jours ouvrés*)
  - plan de vente (*en heures ouvrées ! dans le respect du délai maximal de 48 heures ouvrées fixé à l'article 7 du CCTP*)
  - devis spécifique pour des interventions exceptionnelles/ponctuelles (*en jours ouvrés*)

**Pour le lot 2**, délai de remise d'un/d'une :

  - relevé topographique d'un hectomètre dans un parc d'activités (*en jours ouvrés*)
  - relevé topographique d'un hectomètre en ville (*en jours ouvrés*)
  - implantation (*en jours ouvrés*)
  - devis spécifique pour des interventions exceptionnelles/ponctuelles (*en jours ouvrés*)
- Tout autre élément jugé pertinent ou les points forts considérés par le candidat

## **6.2 – Modalités de remise des plis**

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document ainsi qu'à l'article 4.2.2 susvisé. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

### **6.2.1 – Transmission par voie électronique**

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que **le mode de transmission des plis sera obligatoirement électronique**.  
*! La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas considérée comme une transmission dématérialisée.*

La transmission papier sera refusée par le pouvoir adjudicateur sauf « copie de sauvegarde » dans les conditions énumérées à l'article 6.2.3 ci-dessous.

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante :  
<https://marchespublics596280.fr>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les formats de fichiers acceptés sont :

- .doc compatible avec Microsoft® Word ;
- .xls compatible avec Microsoft® Excel ;
- .pdf compatible avec Adobe® Acrobat® ;

La candidature et l'offre de l'opérateur économique seront présentées dans une seule enveloppe virtuelle, dénommée « pli ».

Ce pli comportera :

- les pièces relatives à la candidature et mentionnées au paragraphe 6.1.1 du présent règlement de la consultation.
- les pièces relatives à l'offre et mentionnées au paragraphe 6.1.2 du présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les soumissionnaires qui ne dépendent pas de ce fuseau horaire doivent transcrire, dans leur heure locale, la date et l'heure de référence de l'acheteur qui sont les seules reconnues.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En cas de document infecté, il sera fait recours à la copie de sauvegarde. Si le candidat n'a pas produit de copie de sauvegarde ou si celle-ci est également infectée alors l'offre sera rejetée et le candidat en sera informé dans les plus brefs délais.

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement assure la transmission électronique de l'ensemble des documents exigés pour chacun des membres du groupement. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plate-forme en utilisant son certificat.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, relatives à la copie de sauvegarde et reprises ci-dessus à l'article 6.2.3, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

#### 6.2.2 – Signature des documents

##### **• Signature électronique :**

Pour les candidats souhaitant signer les documents électroniquement, que ce soit au stade du dépôt de l'offre (signature non obligatoire) ou à la suite de l'attribution pour signature du marché final, les modalités définies ci-après s'appliquent.

Les documents transmis par voie électronique sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat électronique qui garantit l'identification du candidat dans les conditions conformes à la réglementation et notamment à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

En ce qui concerne les marchés publics, les caractéristiques du certificat sont d'un niveau particulier. Il doit être conforme au règlement « eIDAS » (ou équivalent) et respecter le niveau de sécurité « Signature électronique qualifiée ».

Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Les documents concernés seront signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES (dernier format vivement recommandé).

*N.B.1 : La signature manuscrite scannée n'est pas une signature numérique au sens de l'article 1367 du code civil.*

*N.B.2 : La signature d'un fichier compressé (zip) ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient.*

• **Signature manuscrite :**

Les candidats sont informés que les pièces, transmises par voie électronique, et non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

6.2.3 - Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres, soit sur un support papier ou sur support physique électronique (CD-ROM, clef USB, DVDROM...).

Cette copie de sauvegarde est envoyée à l'acheteur sous pli scellé par la poste en recommandé ou déposé contre récépissé à l'adresse suivante :

DOUAISIS AGGLO  
746 rue Jean PERRIN - Z.I Dorignies – B.P n° 300  
59351 DOUAI Cedex

Le pli portera les mentions :

<p><b>« DA-25BG009 - Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers » - Lot n° .. : ..... (à préciser selon le cas)</b> <b>« COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR ».</b></p>
--

En cas de distribution par porteur (type « chronopost »), les concurrents veilleront à ce que leur pli parvienne à l'adresse et aux heures de bureau indiquées dans le présent règlement, pour que le récépissé puisse être délivré au porteur du pli.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- lorsque dans la candidature et l'offre transmises par voie électronique un programme malveillant (ou « virus ») est détecté ;
- lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète ;
- lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Si la copie de sauvegarde est sur un support électronique et qu'un programme malveillant est détecté, l'offre sera rejetée. Le candidat en sera informé dans les plus brefs délais.

**ARTICLE 7 - PRODUCTION DES PIECES ABSENTES OU INCOMPLETES DE LA CANDIDATURE**

Si, à l'examen de la candidature, le pouvoir adjudicateur constate que des pièces listées à l'article 6.1.1 du présent règlement, et à fournir par le candidat, sont absentes ou incomplètes, il pourra demander la production de ces pièces en application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 8 - PRODUCTION DES PIECES PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER L'ACCORD-CADRE**

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- si besoin, lorsqu'il n'a pas été remis signé dès le stade de la remise de l'offre, l'acte d'engagement (AE) dûment rempli, daté et **signé** par la personne habilitée à engager la société ;
- une éventuelle mise au point des composantes du marché rendue nécessaire ;
- Les documents justificatifs (certificats et attestations) visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

En cas d'absence de production des pièces demandées au titre de l'article R2144-4 du Code de la Commande Publique ou en cas de production après le délai imparti pour les remettre, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination de ce candidat et présentera alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 9 - CRITERES DE SELECTION**

### **9.1 - Critères de sélection des candidatures**

- Conformité administrative : candidats n'entrant dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique, et en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Aptitude à exercer l'activité professionnelle : candidats ayant les attestations requises  
→ **Uniquement pour le lot 1** « Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers en lien avec les activités foncières de l'Agglomération »
- Capacités professionnelles, techniques et financières : candidats dont les garanties par rapport aux prestations, objet de la consultation, sont suffisantes.

### **9.2 - Critères d'attribution**

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Chaque accord-cadre sera attribué au candidat ayant présenté ***l'offre économiquement la plus avantageuse***.

Celle-ci sera appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés de la façon suivante :

### ➤ Critère 1 « Prix », à hauteur de 50 %

Ce critère est évalué sur la base du **montant total en euros TTC** du Détail Quantitatif Estimatif **masqué**, qui n'est pas communiqué aux candidats dans les documents de la consultation.

La formule appliquée pour la notation de ce critère est la suivante :

$$\text{Note prix} / 50 = (\text{prix total DQE le plus bas} / \text{prix total DQE de l'offre jugée}) \times 50$$

NB : le Détail Quantitatif Estimatif (ou Devis masqué) n'étant nullement contractuel contrairement au BPU, il n'est utilisé qu'aux fins de comparaison et d'analyse des offres de prix.

Erreur dans les prix : Seuls les prix unitaires en € H.T et le taux de T.V.A repris au BPU sont contractuels.

### ➤ Critère 2 « Valeur technique », à hauteur de 25%

Ce critère sera évalué sur la base des 3 sous-critères suivants :

- Sous-critère 2-1 : Equipe et matériel affectés à l'accord-cadre – 5 points
- Sous-critère 2-2 : Méthodologie – 10 points
- Sous-critère 2-3 : Rôle de conseil, expertise et accompagnement – 10 points

Les éléments et renseignements à fournir par le candidat au titre des 3 sous-critères précités seront repris au mémoire attendu (cf. art. 6.1.2 du présent RC).

Méthode de notation des sous-critères de la « Valeur technique » :

La méthode de notation de chaque sous-critère technique sera la suivante :

- *Offre de qualité très insuffisante* : 0 point  
Absence d'informations et/ou des informations ne correspondant pas au besoin et ne permettant pas d'apprécier les éléments attendus.
- *Offre de qualité insuffisante* : 20% des points  
Le candidat a fourni l'information ou le document de manière succincte.
- *Offre de qualité peu satisfaisante* : 40 % des points  
Le candidat a fourni l'information ou le document, mais le contenu ne répond que partiellement aux exigences demandées et/ou est incomplet sur plusieurs points.
- *Offre de qualité assez satisfaisante* : 60 % des points  
Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu répond globalement aux exigences demandées mais présente quelques imprécisions.
- *Offre de qualité satisfaisante* : 80 % des points  
Le candidat a fourni l'information ou le document et le contenu est parfaitement en adéquation avec les exigences demandées, mais sans sur dimensionner son offre par rapport aux besoins du marché.
- *Offre de qualité très satisfaisante* : 100% des points  
Le candidat a fourni l'information ou le document, le contenu est parfaitement en adéquation avec les exigences demandées et présente des avantages au-delà des attentes, mais sans sur dimensionner son offre par rapport aux besoins du marché.

➤ **Critère 3 « Délais », à hauteur de 25%**

Le candidat est invité à renseigner dans son mémoire (cf. art. 6.1.2 du présent RC) les délais d'exécution qu'il envisage pour chacune des prestations prévues à l'accord-cadre intéressé, dont impérativement les délais suivants :

- ❖ **Pour le Lot 1 :** Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers en lien avec les activités foncières de l'Agglomération

Délai pour remise d'un/d'une :

- Un relevé topographique d'un hectomètre dans un parc d'activités – 3 points
- Un relevé topographique d'un hectomètre en ville – 3 points
- Une implantation– 3 points
- Le bornage d'un lot– 3 points
- Un bornage contradictoire– 3 points
- Un plan de vente– 3 points
- Remise du devis spécifique pour des interventions exceptionnelles/ponctuelles - 3 points
- de toutes les autres travaux/prestations décrits au CCTP et non détaillés ci-dessus – 4 points.

☞ *Hormis pour le plan de vente où le délai est à proposer en heures ouvrées, tous les autres délais devront être indiqués en jours ouvrés.*

- ❖ **Pour le Lot 2 :** Prestations de service pour la réalisation de travaux et documents topographiques, parcellaires et fonciers, sans incidence foncière

Délai pour remise d'un/d'une :

- Un relevé topographique d'un hectomètre dans un parc d'activités – 6 points
- Un relevé topographique d'un hectomètre en ville – 6 points
- Une implantation– 6 points
- Remise du devis spécifique pour des interventions exceptionnelles/ponctuelles - 3 points
- de toutes les autres travaux/prestations décrits au CCTP et non détaillés ci-dessus – 4 points.

☞ *Les délais devront être indiqués en jours ouvrés.*

△ Ces délais d'exécution s'entendent délai d'intervention (temps de déplacement compris) et délai de remise du/des document(s) correspondant(s) compris.

Chaque délai proposé sera noté suivant la méthode de notation suivante :

- Absence de proposition de délai : 0 point
- Délai peu satisfaisant (estimé trop long) ou incohérent/irréaliste : 1/3 des points
- Délai correct (acceptable mais qui aurait pu être optimisé davantage) : 2/3 des points
- Délai satisfaisant ou très satisfaisant (estimé optimisé et réaliste) : maximum des points

La durée des délais proposés sera bien entendu prise en compte pour l'analyse (délais les plus courts avantagés dans la notation), mais leur pertinence (sur le plan de leur faisabilité) sera également jugée, et éventuellement contrôlée. Ainsi, pour tout délai proposé qui semblerait irréaliste à la personne publique, une demande de précisions et de justifications sera envoyée



au candidat. Si les justifications apportées par ce dernier apparaissent insuffisantes ou incohérentes (notamment en termes de délai nécessaire pour le déplacement), il en sera tenu compte dans la notation.

⇒ L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui aura obtenu la meilleure note finale / 100 (Note Prix /50 + Note Valeur technique /25 + Note Délai /25).

## **ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **10.1 - Modalités essentielles de paiement**

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par virement.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les dépenses seront financées sur fonds propres de l'établissement communautaire.

### **10.2 - Demande de renseignements complémentaires**

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient ***fait la demande 10 jours calendaires avant la date limite*** fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

△ Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai susvisé.

### **10.3 – Demandes de précision(s)**

Les candidats sont invités, à compter de la remise de leur offre, à se tenir prêt à répondre à toute sollicitation de la personne publique.

Cette sollicitation consistera alors en une demande de précisions : des candidats pourront être invités à tout moment à préciser le contenu de leur offre en matière technique, de prix ou de méthodologie, dans un délai raisonnable déterminé par la demande de précisions.

### **10.4 – Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige, les coordonnées de/du :

- Instance chargée des procédures de recours :

**Tribunal Administratif de Lille**

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

CS 62039,

F-59014 Lille Cedex.

Tél. : (+33) 3 59 54 23 42

Fax : (+33) 3 59 54 24 45

Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Adresse internet : <http://www.lille.tribunal-administratif.fr>

- Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Administratif de Lille**

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

CS 62039,

F-59014 Lille Cedex.

Tél. : (+33) 3 59 54 23 42

Fax : (+33) 3 59 54 24 45

Email : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Adresse internet : <http://www.lille.tribunal-administratif.fr>

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).